

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE

• SUISSE •

ORGANE de la CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE, des CHAMBRES DE COMMERCE, des BUREAUX DE CONTROLE, des ASSOCIATIONS PATRONALES de l'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE et de la FIDUCIAIRE HORLOGÈRE SUISSE (Fidhor)

ABONNEMENTS: Un an Six mois
Suisse Fr. 14.05 Fr. 7.05
Union postale » 26.— » 13.—
Majoration pour abonnement par la poste
Compte de chèques postaux IV b 426

Paraissant le Mercredi et le Samedi à La Chaux-de-Fonds

LES CONSULATS SUISSES A L'ÉTRANGER REÇOIVENT LE JOURNAL

Annonces: Publicitas, S. A. suisse de Publicité, 21, rue Léopold Robert, La Chaux-de-Fonds. — Succursales et agences en Suisse et à l'étranger

ANNONCES:
suisse 15 centimes, offres et demandes de places 10 centimes le millimètre, étrangères 20 centimes le millimètre. Les annonces se paient d'avance.

La Conférence de Zurich des directeurs des fédérations industrielles

Les 20 et 21 mai, s'est réunie à Zurich la Conférence des Directeurs des Fédérations industrielles. Les associations des pays suivants y étaient représentées: Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, France, Hollande, Italie, Luxembourg, Norvège, Suède, Suisse et Tchécoslovaquie.

La Conférence a entendu tout d'abord trois exposés introductifs. Le premier, présenté par M. Gustave-L. Gérard, du Comité industriel de Belgique, consistait en un rappel de la doctrine de la Société des Nations et de la Chambre de commerce internationale concernant les tarifs préférentiels. Après un rapide exposé historique de la question, le rapporteur a rappelé les conclusions auxquelles sont arrivés le Comité économique de la Société des Nations ainsi que la Chambre de commerce internationale, qui ne sont pas très différentes les unes des autres. Il résulte de la doctrine ainsi établie que l'existence d'un intérêt supérieur économique peut expliquer dans certains cas et sous certaines conditions des dérogations à la clause de la nation la plus favorisée. Les rapprochements sur une base préférentielle seraient donc admissibles s'ils servent à des fins d'intérêt général, s'ils ne nuisent pas aux pays tiers mais au contraire facilitent les échanges économiques avec eux, et enfin s'ils sont accessibles à tous les Etats disposés à assumer les mêmes obligations que les contractants.

Le deuxième exposé introductif avait pour objet la Conférence d'Innsbruck de la Chambre de commerce internationale et il a été rédigé par M. de Lavergne, de la Confédération générale de la production française. Ce rapport rappelle les travaux de la Chambre de commerce internationale lors de la Conférence d'Innsbruck dont nous avons entretenu nos lecteurs dans notre numéro du 27 avril. Après avoir passé en revue les opinions des différents pays intéressés directement ou indirectement à l'économie danubienne, le rapporteur a donné un compte-rendu des résolutions votées à cette conférence. On sait que les travaux d'Innsbruck sont continués, la Conférence ayant décidé de rendre permanent son bureau complété par un représentant de chacune des délégations. Les études ainsi commencées doivent être amenées à des fins concrètes. C'est ainsi qu'un comité d'experts financiers de la Chambre de commerce internationale, qui s'était réuni à Munich, a terminé ses travaux samedi dernier. Il a eu plus particulièrement à s'occuper de la politique suivie en matière de devises par les Etats danubiens et des questions monétaires concernant ceux-ci.

Le troisième exposé introductif a été présenté par M. Kastl, de l'Association des industries allemandes, et il avait pour objet le traité de commerce à base préférentielle entre l'Allemagne et la Roumanie. Cet accord, comme on le sait, présente un intérêt tout spécial, son application devant constituer un champ d'expériences d'où l'on espère pouvoir

tirer d'utiles conclusions. Cet accord présente cinq caractéristiques essentielles:

1. Les préférences qu'il prévoit sont strictement unilatérales et n'existent qu'en faveur de la Roumanie.

2. Les contre-prestations de la Roumanie consistent en consolidations tarifaires et en réductions pour des produits industriels terminés, ces concessions ne profitant d'ailleurs pas uniquement à l'Allemagne, mais aussi à tous les Etats ayant conclu avec la Roumanie un accord prévoyant le traitement de la nation la plus favorisée.

3. Les préférences accordées par l'Allemagne sont limitées à certaines espèces de céréales, à savoir au maïs et à l'orge, pour autant qu'elles servent à l'alimentation du détail.

4. La quantité des céréales pouvant être introduite en Allemagne à des droits de douane préférentiels est également limitée en ce sens que l'importation normale précédente de ces produits en provenance de Roumanie et à destination de l'Allemagne ne doit pas être dépassée.

5. L'Allemagne se réserve d'accorder les mêmes préférences à la Bulgarie, à la Yougoslavie et à la Hongrie, c'est-à-dire aux autres pays agraires du bassin du Danube.

On constate que les limitations apportées au traitement préférentiel par le traité germano-roumain assurent une large protection des prétentions basées sur la clause de la nation la plus favorisée des autres pays intéressés à l'exportation agricole en Allemagne. Ce traité n'a cependant pas encore été ratifié, de nombreuses réserves ayant été présentées par différents pays.

Ces trois exposés introductifs ont été suivis d'une discussion extrêmement nourrie portant aussi bien sur les éléments de fait du problème que sur ses aspects théoriques. Il résulte de cette discussion, pour prendre le problème à sa base, que c'est avant tout la capacité d'achat des pays agricoles danubiens qui devrait être augmentée, de telle manière qu'ils puissent d'une part améliorer leur production de céréales et d'autre part constituer un débouché pour les produits fabriqués des pays industriels. A cet égard, l'opinion a été unanime que la situation des Etats de l'Est exige impérieusement qu'on leur porte une aide efficace. Par conséquent, il est indispensable que leurs produits agricoles trouvent de plus larges débouchés. Dans la question des droits préférentiels, il a été constaté qu'une attitude prudente s'imposait. Les concessions accordées à ces pays doivent être limitées aussi bien dans le temps qu'à certains produits déterminés. Il ne peut s'agir par ailleurs que d'une action devant sauver toute une économie dans son ensemble et non seulement une branche de celle-ci. La question des douanes préférentielles pour les produits industriels a paru particulièrement délicate. Il semble que ce n'est que dans des cas tout à fait exceptionnels et lorsqu'il s'agit pour un pays d'une question absolument vitale qu'il soit possible de les envisager sous un angle qui ne soit pas de prime abord défavorable. La question de la clause de la nation la plus favorisée

a naturellement joué un rôle important dans cette discussion et tout en admettant qu'il serait désirable qu'elle soit appliquée dans certains cas avec une certaine souplesse, l'opinion générale considère que son principe est nécessaire au maintien de relations économiques normales et que des dérogations au système dont elle constitue la base ne peuvent être envisagées qu'à titre exceptionnel et temporaire.

(Voir suite page 232.)

Les traitements des fonctionnaires fédéraux

Le Bureau de la Chambre Suisse de l'Horlogerie, dans le rapport qu'elle a adressé à ses délégués, donne son opinion quant à un réajustement des traitements au coût de la vie.

Cette opinion est partagée par l'Union centrale des associations patronales suisses, dans son journal du 21 mai. Après avoir signalé l'opposition faite par le personnel fédéral au projet d'arrêté du Conseil fédéral prévoyant ce réajustement, notre confrère envisage avec nous que les arguments sur lesquels cette opposition se base ne résistent pas à un examen objectif.

Ainsi, on fait grandement état de la nécessité de maintenir à la population un pouvoir d'achat considérable en lui garantissant des salaires d'un montant déterminé. Or, il ne faut pas oublier que, même réduits de 10 %, les salaires des fonctionnaires fédéraux conservent un pouvoir d'achat supérieur à celui qu'ils avaient au moment de l'entrée en vigueur de la loi, puisque depuis lors le coût de la vie a baissé de plus de 10 %. D'autre part, cette théorie du « pouvoir d'achat » n'est au fond qu'un trompe-l'œil. L'argent nécessaire doit venir d'une source déterminée: il ne peut pas être créé de rien. En fait, l'état tire ses ressources de l'ensemble de l'économie et il ne peut compter sur des recettes que si les branches principales de l'activité sont prospères. A l'heure actuelle, la crise atteint si profondément la production et le commerce que l'état aboutirait à la ruine si, pour maintenir artificiellement le pouvoir d'achat d'une catégorie de citoyens, il se mettait à dépenser plus que ses ressources ne le lui permettent.

Les défenseurs du personnel fédéral ont aussi relevé qu'il ne serait pas juste de faire supporter exclusivement à ce personnel les sacrifices qu'entraîne la crise. Cet argument, lui encore, n'est pas justifié, puisque les autres milieux ont déjà dû, en raison de la situation toujours plus difficile dans laquelle nous nous trouvons, s'imposer des restrictions et des sacrifices considérables. Ainsi, le personnel de l'industrie, en particulier de l'industrie d'exportation, a dû subir des réductions de salaires allant parfois bien au-delà de ce qui est proposé pour les fonctionnaires fédéraux. De plus, le chômage l'atteint gravement et menace de s'étendre toujours davantage. Quant au capital, il a également sa part. Combien d'entreprises travaillent actuellement sans pouvoir réaliser de bénéfice ou même à perte! D'autre part, le renseignement suivant emprunté à un rapport de la Banque nationale (Bulletin mensuel No. 4 d'avril 1932) indique sommairement, mais d'une façon significative, l'importance des pertes subies par le capital dans notre pays. Ce rapport relève, en effet, que le capital compris dans l'index des actions représentait en septembre 1928 (index maximum des actions: 213) une valeur de 5 milliards en chiffre rond. Aujourd'hui, l'indice est de 100 et la valeur de 2,4 milliards! Ces chiffres se passent de commentaires.

L'aggravation continuelle de la situation économique, la diminution des recettes de la Confédération et la réduction du coût de la vie constituent des raisons décisives pour justifier une baisse des salaires des fonctionnaires. L'opinion publique s'en rend compte et la majorité du personnel fédéral, comprenant la situation, saura sûrement accepter le sacrifice qui lui est demandé. Espérons que les débats qui s'ouvriront à ce sujet au parlement ne soulèveront pas trop de passion et que la solution voulue pourra être réalisée sans luttes trop vives.

Il est d'ailleurs notoire que les salaires payés en Suisse sont beaucoup plus élevés que ceux de l'étranger et personne ne le conteste jamais. Il est cependant intéressant d'illustrer encore la chose par des exemples et voici à ce sujet quelques données concernant l'industrie chimique:

	Salaire		Traitement	
	moyen p ^r ouvrier	horaire moyen de p ^r ouvrier fabrique	mensuel chimiste	mensuel correspondant
Suisse	1.43	1.62	1.100.—	550.—
France	— .90	1.09	600.—	300.—
Angleterre	— .97	1.08	660.—	405.—
Pologne	— .37	— .49	740.—	450.—
Italie	— .57	— .69	365.—	260.—

La Conférence de Zurich des directeurs des fédérations industrielles

(Suite de la première page.)

Par ailleurs, les expériences qui seront faites en matière de douane préférentielle devront être suivies de très près pour qu'il soit possible d'en tirer d'utiles conclusions. En ce qui concerne la clause d'équité, qui joue également un rôle important, à cet égard, l'avis a été que son principe est admissible, mais qu'il est difficile d'en délimiter le contenu. Il a été relevé que cette clause n'a de valeur pratique que si elle joue de plein droit, sinon elle risque de donner lieu à des négociations compliquées et difficiles pouvant constituer un véritable marchandage. Le criterium adopté devrait être tel qu'un gouvernement n'aurait qu'à invoquer le libéralisme de son régime pour être admis à jouir des avantages des accords contenant la clause d'équité. Il semble que ce sera à la Société des Nations d'établir une formule objective d'après laquelle il serait possible de déterminer si un Etat peut être considéré comme libre-échangiste; une instance compétente, à laquelle, en cas de divergence d'opinions, un recours pourrait être adressé, serait à cet égard désirable. La question de la clause d'équité va être d'ailleurs incessamment étudiée par la Chambre de commerce internationale et si celle-ci arrive à une formule, le Comité économique de la Société des Nations en sera sans doute saisi et il examinera s'il peut l'approuver.

La Conférence des directeurs des Fédérations industrielles a en outre consacré une partie importante de ses discussions à la question concernant les mesures restrictives et de contrôle dans le commerce des devises, le problème ayant été introduit par un exposé de M. O.-M. Gérard, de Bruxelles. Les nombreux orateurs ayant pris la parole ont présenté la question aussi bien au point de vue des pays ayant été dans l'obligation de promulguer des mesures restrictives du commerce des devises qu'au point de vue des Etats n'ayant pas adopté de système semblable. Aussi bien les causes et l'origine de ces mesures restrictives que leurs conséquences pour la politique monétaire et la politique commerciale ont été examinées sous leurs différents aspects.

Après une discussion nourrie, la Conférence est arrivée à la conclusion qu'il serait désirable de s'efforcer de supprimer les mesures restrictives du commerce des devises. Pour arriver à cette suppression, deux conditions préalables sont nécessaires qui, cependant, ne peuvent pas être considérées comme remplies aujourd'hui.

1. Le rétablissement d'une situation normale dans le commerce des capitaux.
2. La suppression des restrictions de politique commerciale.

Aussi longtemps qu'existent des mesures restrictives du commerce des devises, tous les Etats et toutes les marchandises devraient être soumis à un traitement semblable; le système des listes de marchandises, dans lesquelles celles-ci sont classées d'après leur caractère plus ou moins indispensable pour un pays déterminé, doit donc être repoussé. Par ailleurs, les mesures en question ne doivent pas poursuivre de but de politique commerciale. En ce qui concerne les accords de clearing, ils peuvent présenter certains avantages si on les considère dans leur application à certains pays déterminés. Néanmoins, envisagés dans leur ensemble, il paraît qu'ils ne sont pas dépourvus de tout effet restrictif du commerce international.

L'utilité de conférences semblables, dans lesquelles les directeurs des unions industrielles de tous les pays peuvent librement exprimer leur opinion, paraît considérable. Elles permettent, en effet, de précieux échanges de vue sur les diverses conceptions ainsi que sur les expériences faites dans les domaines économiques les plus divers. Nous croyons donc qu'elles contribuent pour leur part à un retour à des conditions économiques normales et nous sommes donc particulièrement heureux à ce titre que la dernière en date de ces réunions ait pu avoir lieu dans notre pays.

Relations commerciales franco-suisse

Les négociations commerciales franco-suisse, qui ont eu lieu ces derniers jours à Paris, viennent d'aboutir à un projet d'arrangement relatif à l'application des contingentements établis par les deux pays. Toutefois, vu l'expiration prochaine de la législature en France, la signature de ce projet a dû être ajournée. On compte que cette signature pourra intervenir avant le 15 juin. L'arrangement pourrait, dans ce cas, être mis en vigueur aussitôt après cette date.

D'autre part, pour ce qui est en revanche de la taxe française à l'importation, l'une des principales difficultés qui grèvent les relations économiques entre les deux pays, il ne semble pas qu'on soit près de s'entendre. Malgré les promesses rassurantes qui furent données ce printemps à M. Schulthess, lors de son séjour à Paris, la France continue d'appliquer aux importations un droit qui n'est pas une taxe douanière, mais bien un impôt sur le chiffre d'affaires. Il paraît peu probable, étant donné la situation politique actuelle en France, que les discussions techniques qui se poursuivent dans la capitale française par l'intermédiaire de la légation aboutissent prochainement à un accord sur cette question, c'est-à-dire à la suppression d'une mesure qui est contraire au traité commercial et qui frappe durement les exportateurs suisses.

Dans ces conditions, la Suisse perd gros en laissant se prolonger cette situation. Aussi croyons-nous savoir que le Conseil fédéral s'est résigné à une mesure de rétorsion et qu'il a décidé d'appliquer à un certain nombre de marchandises françaises, les vins en particulier, un droit *ad valorem* de 4 %. Un arrêté qu'on publiera incessamment indiquera les articles qui seront soumis à cette taxe supplémentaire. Le produit de celle-ci permettra à la Confédération de rembourser aux exportateurs suisses les taxes payées à la France.

Il ne peut évidemment s'agir là que d'une mesure provisoire. Car la France, dont les exportations à destination de la Suisse se chiffrent comme on la vu, pour les quatre premiers mois de l'année, par 580,8 millions contre 206,6 millions d'importations suisses en France, aura tout intérêt à hâter son abolition.

Office suisse d'expansion commerciale

L'assemblée générale de l'Office suisse d'expansion commerciale, qui possède un siège à Zurich et un à Lausanne, a eu lieu dans cette dernière ville, vendredi, dans la salle du Conseil communal.

On notait la présence de M. le conseiller d'Etat Porchet. L'assemblée, sous la présidence de M. Henri Muret, ingénieur à Lausanne, vice-président de l'Office suisse d'expansion commerciale, a adopté d'abord les comptes annuels et le rapport sur l'exercice 1931. Ce rapport fait ressortir la diversité et l'importance des tâches réservées à l'O. S. E. C. En temps de

crise, les recours à une institution comme celle-là se multiplient et son rôle devient d'autant plus indispensable que la situation se complique. Les nouvelles conditions économiques internationales ont nécessité, par exemple, la création d'un service important de devises étrangères, soit pour l'information dans ce domaine, soit pour l'établissement d'affaires de compensation. En matière de propagande, 1932 a vu l'achèvement par l'O. S. E. C. d'un film collectif de propagande horlogère, sonore, qui a commencé sa carrière à l'étranger.

Les participants ont entendu ensuite avec beaucoup d'intérêt deux exposés, l'un de M. Lienert, directeur du siège de Zurich, sur le sujet suivant: «Où la Suisse doit-elle acheter?», l'autre, de M. A. Masnata, directeur du siège de Lausanne, sur «La propagande en temps de crise».

Chronique des métaux et diamants

Dans l'industrie diamantaire.

On annonce de l'Afrique du Sud qu'une conférence internationale des diamantaires sera convoquée prochainement, pour discuter et régler définitivement la production de diamants bruts et travaillés, les prix de vente et une action contre le trafic clandestin des diamants.

D'autre part, la Consolidated Diamond of South Africa cessera son exploitation à fin juin prochain, de sorte que tous les membres du Syndicat diamantaire (De Beers, Premier Jagerfontein et Koffyfontein) auront cessé toute production.

Informations

Avis.

La maison

Felix Felice, à Gênes,

est en faillite. Les créanciers sont priés de nous envoyer le relevé de leur compte en triple au plus vite, afin que nous puissions produire dans les délais.

L'Information Horlogère Suisse

La Chaux-de-Fonds. Rue Léopold Robert 42.

Renseignements confidentiels.

Les intéressés pourront obtenir à la Chambre suisse de l'horlogerie des renseignements confidentiels de l'Office suisse d'expansion commerciale, Zurich et Lausanne, sur:

No. 10. *Amérique latine*. — (Panamérique et situation politico-commerciale au début de 1932) (en allemand).

Prière de joindre une enveloppe affranchie pour la réponse.

Registre du commerce

Raisons sociales: Modifications:

24/5/32. — La raison sociale de «Sigmund Liebmann, Fabrikation der Libela-Uhren (fabrication des montres Libela), (Libela Watch Manufacturing), Bienne, est modifiée en celle de *Sigmund Liebmann, Fabrikation der Liban-Uhren (Fabrication des montres Liban), (Liban Watches Manufacturing)*.

21/5/32. — *Société anonyme d'Orfèvrerie Christofle*, Peseux. André-Paul-Philippe Bouilhet, décédé, cesse de faire partie du Cons. adm. et y est remplacé comme président par Tony-Henri Bouilhet, de nationalité française, sign. indiv.

Radiation:

24/5/32. — *Ch. Vuille et Cie*, soc. com., horlogerie-bijouterie, Lausanne.

Concordat.

Sursis concordataire et appel aux créanciers:

21/5/32. — *Ernesto Kuhn et Co.*, horlogerie, Lugano. Délai pour productions: 16 juin 1932. Assemblée des créanciers: 16 juillet 1932.

Dessins et Modèles

Dépôts:

No. 48761. 16 décembre 1931, 15 h. — Cacheté. — 28 modèles. — Articles de bijouterie. — *C. Alfred Jacot-Guillarmod*, Genève (Suisse).

No. 48763. 23 décembre 1931, 19 h. — Cacheté. — 3 modèles. — Armoires comportant horloge et miroir. — *Georges Calame Fils*, Geneveys-sur-Coffrane (Suisse). Mandataire: J. D. Pahud, Lausanne.

No. 48825. 14 janvier 1932, 15 h. — Ouvert. — 3 modèles. — Jauge pour aiguilles; étui pour aiguilles; carte pour aiguilles. — *Schreiber et Cie*, Grenchen (Soleure, Suisse).

COTES

31 mai 1932

Métaux précieux		
Argent fin en grenailles	fr.	71.— le kilo
Or fin, pour monteurs de boîtes	>	3500.— »
» laminé, pour doreurs	>	3575.— »
Platine	>	8.— le gr.

Pour platine fourni par les clients, majoration de fr. 1.75 dès le 8 juin 1931.
Boîtes or et bijouterie, Cote N° 3 en vigueur dès le 7 juin 1929.

Cours du Diamant-Boart:

Prix de gros en Bourse au comptant.

	par carat
Qualités ordinaires	fr. 5.30—5.50
Grain fermé, petit roulé	> 5.60—5.80
Boart Brésil	> 5.90—6.30
Eclats	> 4.70—5.20

Tendance: Sans changement.

Cours communiqués par:

J.-K. Smitt & Zonen, Amsterdam.

Agent: S. H. Kahl, Diamants, Genève.

Comptant

	Paris	26 mai	27 mai	28 mai	30 mai
(Ces prix s'entendent en francs français par kg. 1000/1000)					
Nitrate d'argent	193	193	193	193	193
Argent	275	275	275	275	275
Or	17.500	17.500	17.500	17.500	17.500
Platine	32.000	32.000	32.000	32.000	32.000
» iridié 25 %	45.250	45.250	45.250	45.250	45.250
Iridium	75.000	75.000	75.000	75.000	75.000

(en francs français par gramme).

Chlorure de platine	14,20	14,20	14,20	14,20
Platinite	16,50	16,50	16,50	16,50
Chlorure d'or	9,25	9,25	9,25	9,25

London 26 mai 27 mai 28 mai 30 mai

(Ces prix s'entendent par once troy (31 gr. 103) 1000/1000).

Or (shill.)	112/6	112/9	112/5	112/6
Palladium (Lstg.)	5	5	5	5
Platine (shill.)	195	195	195	195

(par once standard 925/1000 en pence).

Argent en barres 16.7/8 | 16.3/4 | 16.13/16 | 16.13/16

New-York 26 mai 27 mai 28 mai 30 mai

(Ces prix s'entendent en cents par once de 31 gr. 103).

Argent en barres 27.7/8 | 27.5/8 | 27.3/4 | —

Escompte et change.

Suisse: Taux d'escompte	2 %
» » avance s/nantissement	3 %

Parité Esc. Demande Offre en francs suisses %

France	100 Frs	20.305	21/2	20,10	20,25
Gr. Bretagne	1 Liv. st.	25.22	21/2	18,78	18,90
U. S. A.	1 Dollar	5.18	3	5,08	5,10
Canada	1 Dollar	5.18	—	4,40	4,50
Belgique	100 Belga	72.06	3	71,20	71,80
Italie	100 Lires	27.27	5	26,12	26,32
Espagne	100 Pesetas	100.—	6 1/2	41,70	42,50
Portugal	100 Escudos	22.29	6 1/2	16,50	17,50
Hollande	100 Florins	208.32	21/2	206,70	207,40
Indes néerl.	100 Guilders	208.32	—	—	—
Allemagne	100 Reichsmk.	123.45	5	120,25	121,25
Dantzig	100 D.Gulden	100.88	5	—	101,30*
Autriche	100 Schilling	72.93	7	—	72,92*
Hongrie	100 Pengö	90.64	6	—	89,92*
Tchécoslov.	100 Cour.	15.33	5	—	15,20*
Esthonie	100 Cour.	139.—	5 1/2	—	133,—
Lettonie	100 Lats	100.—	6	—	98,—
Lithuanie	100 Lits	51.80	6-7	—	50,—
Russie	100 Tchervon.	2666.—	8	—	2622,—
Suède	100 Cr. sk.	138.89	4 1/2	95,—	98,—
Norvège	100 Cr. sk.	138.89	4 1/2	94,50	95,50
Danemark	100 Cr. sk.	138.89	4 1/2	103,—	105,—
Finlande	100 Markka	13.05	6 1/2	8,50	9,10
Pologne	100 Zloty	58.14	7 1/2	—	57,55*
Yougoslavie	100 Dinars	9.12	7 1/2	—	9,10*
Albanie	100 Francos	100.—	8	—	—
Grèce	100 Drachmes	6.72	11	—	—
Bulgarie	100 Leva	3.74	8 1/2	—	—
Roumanie	100 Lei	3.10	7	3,—	3,10
Turquie	100 Livres t.	2278.40	—	—	233,—
Egypte	100 Livres ég.	2592.—	—	—	1917,—
Afrique Sud	1 Liv. st.	25.22	6	—	24,—
Australie	1 Liv. st.	25.22	6-7	14,80	15,20
Argentine	100 Pesos	220.—	6	117,50	125,—
Brésil	100 Milreis	62.08	—	—	—
Chili	100 Pesos	63.—	6-7	—	30,—
Uruguay	100 Pesos	536.—	—	—	233,—
Colombie	100 Pesos	504.—	6	—	484,—
Pérou	100 Soles pér.	207.50	7	—	142,—
Equateur	100 Sucres	103.60	10	—	77,—
Bolivie	100 Bolivianos	189.16	—	—	140,—
Vénézuéla	100 Bolivars	100.—	—	—	77,—
Mexique	100 Pesos	258.32	—	—	153,—
Philippines	100 Pesos	258.—	—	—	—
Indes brit.	100 Roupies	189.16	5	135,—	145,—
Chine	100 Taels	—	—	—	155,—
Japon	100 Yens	258.33	5.84	155,—	170,—

* Cours du service international des virements postaux.

Fusion ou Collaboration

Fabrique d'horlogerie disposant d'un certain capital, spécialiste des montres joaillerie courantes, cherche fusion ou collaboration avec maison sérieuse, fabriquant les articles courants. Discretion réciproque exigée. — Offres à case postale 399 Rive, Genève.

Sommes preneurs réguliers:

5 1/4 lig. Wasa ancre,
8 3/4 " " A. S., calibre 668,
6 1/2 " " " 665, avec shock,
10 1/2 " " " 665, avec shock,
tous 15 pierres, qualité bon courant.
Faire offres sous chiffre P 2918 C à Publicitas Chaux-de-Fonds.

Mouvements:

Baguettes, toutes grandeurs, ainsi que 6 3/4-10 1/2 lig., terminaison soignée, 7 et 15 rubis, marques américaines. Articles bon marché sont demandés.

Ordres réguliers, pas de stock.
Offres sous chiffre P 2927 C à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

ARGENTINE

Maison de 1er ordre demande offres
Savonnets 16 et 18 lig. cylindre et ancre
nickel, acier et argent
Tous derniers prix avec échantillons
sous P 2222 N à Publicitas Neuchâtel.

Terminages

Quel grossiste sortirait en séries régulières des terminages de 3 3/4 lignes baguettes à 13 lig. ancre. Travail de 1re qualité. Prix intéressants.
Offres sous chiffre P 2687 C à Publicitas Chaux-de-Fonds.



HEURES SAUTANTES

4 1/4 — 10 1/2

demandez mes prix

Ogival Watch

Téléphone 22.431

La Chaux-de-Fonds

Fabrique de Cadrons métalliques

tous genres, travail sérieux

E. Houriet-Sieber

Progrès 49

Chaux-de-Fonds
Téléphone 21.185

FABRIQUE DE RESSORTS

Commission 29-1 C
Exportation

Temple allemand 91,93,95

LA CHAUX-DE-FONDS

Téléphone 23.440

Spécialité:
Ressorts soignés

V. GEISER & FILS

Maison, très bien introduite dans la branche, cherche

représentation pour la Suisse

de bonne fabrique d'horlogerie faisant l'article soigné et le bon courant.

Offres sous chiffre P 2898 C à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

On cherche

chef capable

connaissant la fabrication complète du cadran métal soigné.

Faire off. par écrit s. chiff. S 21299 U à Publicitas Genève.

Mouvements baguette

3 et 4 1/4" Eta, 3 3/4" Fontainemelon, 4 1/4" Peseux, 4 1/2" A. S., ainsi que tous mouvements ronds et de forme, de 4 3/4 à 9 3/4 lig., heures sautantes instantanées 4 1/4 et 6 3/4" Peseux, en qualité soignée sont fournis par

BENOIT FRERES

Téléphone 22.735

LA CHAUX-DE-FONDS

Rue du Parc 128

Fabrication d'Assortiments et d'Echappements Cylindre

VICTORIN FRÉSARD

CHARQUEMONT (Doubs, France)

Spécialité: Assortiments pivotés sur tous calibres de 3 3/4 à 9 lignes. - Travail garanti sous tous rapports. - Livraisons rapides. Livre également avec réglage.

EMPLOYÉE

de bureau expérimentée, connaissant à fond la fabrication, correspondance française et anglaise et expédition, cherche situation stable.

Offres s. chiff. P 2883 C à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

ANGLETERRE

Maison suisse avec organisation de vente au détail, se chargerait de liquidation de stock de tous genres. On s'intéresse surtout pour de la marchandise dédouanée posant à Londres ou des consignations en douane. Garantie ou référence à disposition en Suisse.

Faire off. s. chiff. T 21301 U à Publicitas Bienne.

Timbres Caoutchouc

en tous genres

G. LUTHY rue Léopold Robert 48

Celui qui répond à une annonce sous chiffre en joignant des

Photographies et Certificats originaux

le fait sous sa propre responsabilité.

L'adresse des annonceurs utilisant un chiffre ne pouvant en aucun cas être divulguée, Publicitas ne garantit pas la restitution de ces documents et ne peut assumer de ce fait aucune responsabilité.

Ne joindre que des COPIES de certificats.

On cherche à acheter un balancier à friction

marque « Osterwalder » ou « Schiller », avec vis de 150 à 180 mm.

Faire offres sous chiffre P 15714 D à Publicitas Delémont.

A vendre

machines « Mikron », machines à sertir, à percer, à fraiser, à polir, en bon état. Prix réduits.

Faire offres sous chiffre P 2756 P à Publicitas Chaux-de-Fonds.

Diamantine Rubisine Saphirine

qualité reconnue la meilleure

G. SCHNEIDER

Hauts-Geneveys 99-1

Angleterre

On offre calottes or 9 k. et argent, formes variées, 8 3/4, 9 3/4, 10 1/2, 12" ancre 15 rub., belle qualité. Prix avantageux.

Offres s. chiff. P 2520 J à Publicitas St-Imier.

A. ROULET-HUGUENIN
LE LOCLE
 GRAVURE DE LETTRES
 EN TOUS GENRES
 DÉCORATION
 SPÉCIALITÉ DE
 CADRANS GRAVÉS
 TOUS STYLES.
 GRAVURES
 MODERNES
 À LA MACHINE
 PRODUCTION JOURNALIÈRE
 2000 PIÈCES
 Téléphone 2.78

*Une salle pour vos conférences
 et un excellent repas*
 au
Buffet Widmer
 Bienne

Marque déposée
 M.B.
 P.O.G.
Le véritable plaqué or galv.
 Epaisseur 8 à 100 microns, garanti 5 à 25 ans,
 VOUS EST LIVRÉ PAR LA MAISON
Th. Maeder, Bienne
 Fondée en 1866. — Téléphone 28.37

K.B.
 Poinçon
 de Maître
 Les boîtes de qualité en plaqué or laminé
 10 ans 20 microns, et 20 ans 40 microns, sont
 livrées par la
Fabrique de Boîtes BIELNA S. A.
 PLAQUÉ OR LAMINÉ ET ARGENT
 à **BIENNE**
 seulement aux fabricants d'horlogerie.

PIERRES FINES **Rubis scientifiques**
 pour l'Horlogerie
 Grenat, saphirs, rubis, etc.
 qualité soignée, en tous genres
 fabriqués entièrement par
THEURILLAT & CO
 - Porrentruy -
 LIVRAISON PAR RETOUR 2291

Tél. 1.80
LOUIS BANDELIER, Nickeleur, SAINT-IMIER
ARGENTAGES EXTRA SOIGNÉS, COURANTS ET SÉRIES
ANGLAGE DE PONTS GRAVURE DE LETTRES
 LIVRAISON EXTRA RAPIDES PRODUCTION JOURNALIÈRE: 2000 CARTONS
 COMMISSIONNAIRE SPÉCIAL POUR LA CHAUX-DE-FONDS ET LE LOCLE



ATTENTION!! IMPORTANTE DÉCOUVERTE D'UN BAIN SPÉCIAL
 INOXYDABLE, RÉSISTANT A TOUTES LES INFLUENCES. — PROCÉDÉ
 GARANTI INATTAQUABLE. — SE PRÊTE MERVEILLEUSEMENT POUR LES
 MOUVEMENTS EXPORTÉS DANS LES PAYS D'EXTRÊME-ORIENT.

Ressorts pour petites montres depuis 2 3/4"
 pour montres de poche
 pour montres 8 jours
 INSTALLATION ULTRA-MODERNE
FABRIQUE DE RESSORTS
PAUL DUBOIS, CORGÉMONT

Calottes pour montres „HEURES SAUTANTES“
 pour calibres:
 4 1/4" Peseux et Wasa
 4 3/4" Eta
 5 1/4" Michel et A. S.
 6 3/4" A. S., Peseux, Michel
 8 3/4" A. S. et Felsa
 8 3/4" 1/2" Font.
 9 3/4" A. S. et Michel
 10 1/2" A. S., Michel, Felsa
 et Reymond.
 17" Sonceboz.
 livrées en I. et II. Qualité avec
glaces interchangeables
 en nickel chromé, argent et plaqué or, lapidées, gravées, laquées, etc.
 — Clichés et planches à disposition de MM. les fabricants —
 Se recommandant:
Les Fils de ROBERT GYGAX, St-Imier

FABRIQUE D'HORLOGERIE
SCHERZ FRÈRES
CORGÉMONT (J.-B.)

livre avantageusement tous genres montres heures sautantes
 de 4 1/2 à 10 1/2 lignes
 Montres et mouvements ancre, de 3 3/4 à 19 lignes
 Livraisons rapides. — Prix avantageux.